

A Paris, le 3 octobre 2023

Le SNAO partage ses inquiétudes relatives au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024

Le Gouvernement a présenté, le mercredi 27 septembre, son projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024. Si le SNAO salue la hausse de l'Ondam de 3,2%, valeur supérieure aux prévisions d'inflation, le syndicat s'inquiète des 3,5 milliards d'euros d'économies annoncées dans le domaine de la santé pour l'année 2024.

Alors que la majorité des orthoptistes exerce en libéral, assurant ainsi un maillage territorial conséquent en termes de soins visuels, le SNAO déplore que le Gouvernement, dans son document budgétaire, entend réglementer certains dispositifs, à l'instar des parcours de soins coordonnés renforcés, par voie réglementaire plutôt que par le dialogue conventionnel.

La volonté du SNAO de rechercher des solutions négociées relatives à l'accès et à la qualité des soins, à la maîtrise du volume d'actes et à la rémunération des professionnels de santé, et ce même en période de crise, demeure entière.

De plus, le SNAO redoute que cette approche ne complexifie davantage le fonctionnement du système de santé, à la fois pour les patients, mais aussi pour les professionnels de la santé. Plus de 135 innovations organisationnelles ont été testées dans le cadre de l'article 51. Toutefois, il convient de ne pas généraliser de manière systématique ces expérimentations, afin d'éviter de potentielles dérives et garantir la juste adéquation de ces initiatives aux besoins de la population, sur l'ensemble territoire national. Le SNAO souligne que ces articles 51 étant en grande partie organisés autour de professionnels non conventionnés, révèle une injustice évidente dans le système conventionnel.

Le SNAO remarque l'absence de la promesse de campagne du Gouvernement pour faire une réforme des retraites équitables entre tous les professionnels indépendants et salariés en réformant l'assiette de la CSG.

Enfin, alors que l'Assurance maladie a fait part de son souhait de réguler l'installation des télécabines, le SNAO, qui partage cette ambition, regrette l'absence dans ce PLFSS pour 2024 de dispositions concrètes concourant à l'encadrement des dérives d'installation.

C'est pourquoi le SNAO exhorte le Gouvernement à revenir d'urgence sur ces mesures, et à se réunir avec l'ensemble des acteurs du système de santé concernés, afin d'aboutir à un document budgétaire à la hauteur des besoins du système de santé et respectueux du dialogue conventionnel.

Contact Presse

Mélanie Ordines, Présidente

07 88 94 23 53

presidence.snao@orthoptiste.pro